

Expansion des exportations—Loi

tion au développement international, 1975-1980. On y trouve une stratégie en cinq points, dont le premier affirme la nécessité d'une approche globale et organique de la coopération au développement. Je lis le premier point en entier parce que je tiens à le faire consigner.

En renouvelant sa ferme résolution d'appuyer la coopération au développement international, le gouvernement s'engage à harmoniser diverses politiques externes et internes qui ont une incidence sur les pays en développement, et à employer divers instruments de politique dans les secteurs du commerce, des affaires monétaires internationales et autres, pour réaliser ses objectifs de développement international.

Qu'est-ce que cela veut dire? Il me semble que le sens en est fort bien résumé dans la phrase suivante, également emprunté à la même brochure:

Tout en continuant de réclamer un niveau quantitativement et qualitativement supérieur d'assistance au développement, les pays en développement se préoccupent surtout d'autres facteurs pouvant influencer sur leurs perspectives économiques, tels le commerce, la réforme monétaire, le transport maritime, les investissements et le transfert de la technologie.

Eh bien, monsieur l'Orateur, que faisons-nous? Avons-nous su harmoniser le rôle des divers organismes de l'État? Le nouvel institut Nord-Sud, organisme privé fondé il y a un an et fort bien considéré dans les milieux canadiens du développement, portait un jugement sur les programmes de développement de l'État dans un rapport publié il y a quelques mois. Le temps ne me permet pas d'en faire un compte rendu détaillé dans le cadre du présent débat, mais à l'égard du premier point, dont je viens de citer un passage, c'est-à-dire l'harmonisation, l'Institut Nord-Sud a donné une note très basse au gouvernement dans ce domaine. Quand mes enfants rentrent à la maison avec une note très basse sur leur bulletin, je ne les en félicite pas.

● (1652)

Que signifie cette note? Elle signifie que le gouvernement a échoué à mettre en œuvre ce programme clé de sa stratégie quinquennale qui doit harmoniser les activités de nos industries pour promouvoir le développement dans le monde. Le gouvernement, et je cite:

... échoue lamentablement sur ce point. On n'exerce pas de leadership suffisamment fort ou cohérent pour forcer tous les ministères à tenir suffisamment compte des problèmes des pays en voie de développement dans leur secteur d'activité. En l'absence d'une telle supervision, les ministères tendent à ne pas faire ce qu'ils devraient et à perdre de vue la dimension du développement. Ce qui fait que l'on doit maintenant surtout s'efforcer de les empêcher de retomber dans l'erreur dans plusieurs domaines importants de politique.

L'Institut Nord-Sud fait ensuite l'observation suivante:

... Mesures négatives (barrières non tarifaires) et contradictions (promotion d'industries non concurrentielles par le MEER et les programmes d'aide de transition du ministère de l'Industrie et du Commerce).

Tous ces programmes ont reçu une mauvaise note jusqu'à maintenant. Quand on dit que le gouvernement n'a pas réussi à mettre en œuvre certaines politiques, il faut se replacer dans le contexte plus vaste de la conjoncture internationale. Je crois en effet injuste de stigmatiser le Canada comme s'il était le seul à ne pas appliquer de politiques constructives à long terme pour favoriser le développement. Le problème va plus loin que la couleur du gouvernement; il tient aux structures actuelles de la communauté internationale, de même qu'aux fluctuations de l'opinion mondiale.

Il y a un autre passage important dans la dernière allocution qu'a prononcée M. Ramphal devant un groupe de parlementaires britanniques le 23 janvier dernier. M. Ramphal signale le dilemme dans lequel nous nous trouvons, de même que la Société pour l'expansion des exportations, quand il s'agit de

décider où elle pourrait investir son argent à meilleur escient. C'est un problème auquel les députés de la Chambre devraient réfléchir au moment où nous songeons à l'avenir de cet organisme. M. Ramphal a fait le bilan de ce qui s'est passé depuis deux ans, depuis que le nouvel ordre économique international a été élaboré et adopté par les Nations Unies aux sixième et septième sessions spéciales de l'Assemblée générale, tenues en 1975 et 1976.

Voici comment M. Ramphal perçoit la situation:

Les frustrations de CNUCED IV, l'incapacité de CIEC...

Le vice-premier ministre (M. MacEachen) participait à la Conférence Nord-Sud en qualité de co-président.

... d'obtenir des résultats utiles en ce qui concerne les transactions commerciales et financières dans le monde, voire même de s'entendre sur la nature des désaccords; les progrès négligeables en vue de l'élimination des barrières douanières réalisés lors des négociations multilatérales de Genève, en dépit de quatre années de dialogues; le blocage des négociations relativement aux accords individuels sur les produits et à la caisse commune, en dépit de l'accord verbal sur le programme intégré relatif aux produits; le maintien d'un système financier international où règne le désordre, et la possibilité que ce système financier international soit remplacé par un système financier en grande partie sous contrôle national; et l'incapacité de la communauté internationale de constituer un forum pour discuter de la dette des pays en voie de développement, en dépit des balances des paiements énormément déficitaires que les spécialistes prédisent dans leurs cas, voilà autant d'éléments qui sont non seulement décevants en eux-mêmes, mais absolument dangereux. Pour être le plus charitable possible, nous dirons que les résultats obtenus à la suite de ces dialogues continus et de cette constante inaction nous portent à croire que le réalisme qui avait été à l'origine des promesses des sixième et septième sessions spéciales a disparu, et que les pays riches ont retrouvé leur attitude satisfaite dans un monde en déséquilibre—dans un monde qui, tout l'indique, est en guerre contre lui-même—en dépit de cette mise en garde si juste de la jeune poétesse canadienne Margaret Atwood selon laquelle «la guerre de la survie est la seule que nous puissions nous permettre».

J'ai cité ce passage pour montrer à quel point il importe, actuellement, d'harmoniser nos politiques nationale et internationale et de les accommoder à l'urgente nécessité de cette mesure pour créer ces marchés à long terme pour le Canada. J'ai dit qu'il nous fallait préciser les rôles respectifs de la SEE et de l'ACDI pour mettre fin à toute confusion. A cet égard, j'aimerais reprendre le point de vue défendu par le président de la Banque mondiale, M. Robert McNamara, qui estime que les programmes d'aide des pays industrialisés devraient viser à satisfaire aux besoins essentiels des pays en voie de développement—et il entend par là l'alimentation, l'eau, le logement, l'hygiène et l'instruction—de manière à encourager le sentiment d'indépendance de ces pays et à les aider à se développer pour qu'ils deviennent légitimement ces consommateurs qui attendent le jour où ils jouiront des nécessités de la vie. Je veux citer un petit incident pour montrer l'ampleur de cette question.

Lors d'un récent voyage en Chine, j'ai visité une commune. Je sais que la Société pour l'expansion des exportations ne traite pas avec la Chine, mais je pense que ses responsables devraient néanmoins écouter, parce que la morale de cette histoire s'applique également aux pays avec lesquels elle traite. Lorsque j'étais en Chine, j'ai visité une commune et j'ai remarqué que l'un des chefs de cette commune avait une télévision dans sa maison. C'était une femme et je lui ai demandé pourquoi elle avait une télévision. Elle a répondu qu'il y avait effectivement des télévisions dans les salles publiques et ainsi de suite, mais que maintenant de plus en plus de gens voulaient avoir leur appareil à eux. Je lui ai demandé pour quelle raison et elle m'a répondu «c'est parce que c'est très agréable de rester au lit à regarder la télévision». Ce fut